

**ASSURANCE
DOMMAGES-OUVRAGE**

**ENTPE de Vaulx-en-Velin
(Ecole Nationale des Travaux Publics
de l'Etat)**

**ACCORD-CADRE
Réhabilitation /Restructuration des
bâtiments D et T**

CCTP

S O M M A I R E

<i>ARTICLE 1 - OBJET DE L'ASSURANCE.....</i>	<i>3</i>
<i>ARTICLE 2 – DEFINITIONS.....</i>	<i>4</i>
<i>ARTICLE 3 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION.....</i>	<i>5</i>
<i>ARTICLE 4 - GARANTIES DETAILLEES</i>	<i>7</i>
<i>ARTICLE 5 - PRISE D'EFFET ET DUREE DES GARANTIES</i>	<i>8</i>
<i>ARTICLE 6 – EXCLUSIONS.....</i>	<i>8</i>
<i>ARTICLE 7 - VALEURS D'ASSURANCES</i>	<i>9</i>
<i>ARTICLE 8 - DISPOSITIONS ET CLAUSES PARTICULIERES</i>	<i>10</i>
<i>ARTICLE 9 - GESTION DES SINISTRES.....</i>	<i>11</i>
<i>ARTICLE 10 - SUIVI STATISTIQUE DU MARCHE.....</i>	<i>12</i>
<i>ARTICLE 11 - DESIGNATION DU GESTIONNAIRE DU MARCHE</i>	<i>12</i>

ARTICLE 1 - OBJET DE L'ASSURANCE

Aux termes de ses conditions générales et du présent cahier des charges, l'assureur garantit en « Dommages-ouvrage » les travaux de réhabilitation / restructuration des bâtiments D et T l'ENTPE -

Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat
3 Rue Maurice Audin
69518 VAULX-EN-VELIN CEDEX

L'opération s'inscrit dans le contexte suivant :

La réhabilitation / restructuration des bâtiments qui fait l'objet du présent document entre dans le cadre de la rénovation quinquennale des bâtiments de l'ENTPE qui est devenue nécessaire pour assurer le confort et la qualité d'accueil d'un bâtiment d'établissement d'enseignement qui a pour vocation de former les futurs acteurs de la transition énergétique. Outre l'amélioration de l'image du Campus, cette rénovation devra également s'inscrire dans une exigence de sobriété énergétique en réponse au décret tertiaire n° 2019-771 du 23 juillet 2019. Enfin, cette rénovation sera mise à profit pour adapter les bâtiments rénovés aux nouveaux modes d'organisation du travail en application de la circulaire n° 6392/SG du 8 février 2023 relative à la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires de l'état.

Deux Bâtiments sont concernés : le chantier du bâtiment D est en cours de travaux et celui du bâtiment T en cours d'étude.

Bâtiment D

Dans le cadre de l'opération de rénovation du bâtiment D historique, il est prévu de réaliser les travaux suivants

- Curage et désamiantage complet des espaces
- Traitement thermique de l'enveloppe
 - * remplacement des menuiseries
 - * isolation intérieure
 - * rénovation de l'étanchéité et de l'isolation de la toiture-terrasse
- Remplacement des émetteurs de chaleur
- Mise en place d'une ventilation performante
- Création d'un système de rafraîchissement
- Traitement des façades
- Réaménagement des espaces de travail (bureaux et salles de réunion)

Bâtiment T

Dans le cadre de l'opération de rénovation du bâtiment T, il est prévu de réaliser les travaux suivants :

- Installations de chantier
- Désamiantage et curage complet des espaces
- Remplacement des menuiseries extérieures par des menuiseries très performantes avec BSO
- Isolation thermique de l'enveloppe par l'intérieur
- Renforcement de la structure de la toiture terrasse en vue de la rendre accessible au public
- Remplacement des réseaux de chauffage et des émetteurs de chaleur
- Mise en place d'une ventilation performante et d'un brassage d'air dans les bureaux
- Remplacement du réseau de distribution électrique (CFO et cfa) et des terminaux
- Installation de nouveaux blocs sanitaires
- Réaménagement des espaces de travail (bureaux et salles de réunions)

Le programme en synthèse est joint en annexe.

Il est expressément convenu qu'en cas de clauses différentes ou divergentes entre les conditions générales et ce CCTP, ce sont les clauses les plus favorables au maître de l'ouvrage qui prévalent.

ARTICLE 2 – DEFINITIONS

Pour l'application du présent marché, il est expressément convenu avec les assureurs d'appliquer les définitions suivantes :

2-1 Souscripteur

Le Maître d'ouvrage, c'est-à-dire l'ENTPE
Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat
3 Rue Maurice Audin
69518 VAULX-EN-VELIN CEDEX

2-2 Les assurés

Sont considérés comme assurés :

- Le souscripteur,
- Les propriétaires successifs éventuels de l'ouvrage objet du présent marché.

2-3 Le Maître de l'Ouvrage

La personne qui a passé avec les constructeurs les contrats de louage d'ouvrage correspondant à la conception, au contrôle et à l'exécution de l'opération de construction.

2-4 La réception

Conformément à l'article 1792-6 du code civil, il s'agit de l'acte par lequel le Maître de l'ouvrage accepte, avec ou sans réserve, les travaux effectués.

2-5 Les dommages immatériels

Ce sont tous les préjudices pécuniaires subis du fait d'un sinistre, autres que les dommages à l'ouvrage et que les dommages corporels.

ARTICLE 3 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPERATION

L'opération sera menée dans le cadre d'un groupement de maîtrise d'œuvre.
Les titulaires sont les suivants :

3.1 – Maîtrise d'oeuvre

Nom du mandataire - cotraitant 1
FLEURENT ARCHITECTES
Prestations du mandataire - cotraitant 1
Architecture – QEB – MO Amiante
Nom du cotraitant 2
HECOS
Prestations du cotraitant 2
Économie de la construction - QEB
Nom du cotraitant 3
MATTE
Prestations du cotraitant 3
BE Fluides – Thermique – CSSI - QEB
Nom du cotraitant 4
LEI
Prestations du cotraitant 4
Nom du cotraitant 5
INGENIERIE
Prestations du cotraitant 5
BE Structure

NB : LEI assure les missions QEB et PEMD

Les coordonnées des différents intervenants sont jointes en annexe dans les actes d'engagement et marchés concernant l'accord-cadre de maîtrise d'œuvre.

3.2 - Contrôle technique

Les travaux faisant l'objet du marché sont soumis au contrôle technique effectué par : Bureau APAVE de SAINT PRIEST

Les missions qui lui sont confiées sont celles figurant dans le document annexe.

3.3 – OPC

La société GC ingénierie à ECULLY.
(Acte d'engagement et marché joint en annexe)

Voir pièces en annexe pour les coordonnées précises des différents intervenants

ARTICLE 4 - GARANTIES DETAILLEES

Les offres émanant des assureurs devront comprendre les quatre garanties suivantes :

- Garantie des dommages de nature décennale
- Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement
- Garantie des dommages immatériels
- Garantie des dommages aux existants

Le détail des garanties demandées est précisé ci-après.

4-1 Garantie des dommages de nature décennale

L'assureur garantit, en dehors de toute recherche de responsabilité, le paiement des travaux de réparation des dommages, même résultant d'un vice du sol, de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs, au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et suivants du code civil.

Il s'agit des dommages qui :

- Compromettent la solidité des ouvrages,
- Affectent lesdits ouvrages dans l'un de leurs éléments constitutifs ou l'un de leurs éléments d'équipement, les rendent impropres à leur destination,
- Affectent la solidité d'un élément d'équipement indissociable des ouvrages.

Il est convenu que les travaux de réparation comprennent les travaux de démolition, déblaiement, dépose, démontage, séchage, transport, manutention, gardiennage ou clôture éventuellement nécessaires.

4-2 Garantie de bon fonctionnement des éléments d'équipement

L'assureur garantit, conformément à l'article 1792-3 du code civil, les dommages matériels entraînant la mise en jeu de la garantie de bon fonctionnement lorsqu'ils rendent les éléments d'équipement inaptes à remplir leur fonction.

4-3 Garantie des dommages immatériels

L'assureur garantit les dommages immatériels subis par le propriétaire de la construction ou l'occupant, qui résulte d'un dommage matériel survenu après réception et garanti au titre des articles 4-1 et 4-2 ci-dessus.

4-4 Garantie des dommages aux existants

L'assureur garantit les dommages matériels causés aux parties pré-existantes des constructions, du fait des travaux exécutés, et résultant d'un sinistre garanti au titre des articles 4-1 et 4-2 ci-dessus.

ARTICLE 5 - PRISE D'EFFET ET DUREE DES GARANTIES

Les deux chantiers (Bâtiments D et T) font l'objet d'une réception unique, une par bâtiment. Toutes les garanties mentionnées dans le paragraphe précédent prennent effet respectivement au jour de la réception des travaux.

Elles s'achèvent respectivement :

- pour la garantie des dommages de nature décennale : à l'expiration d'une période de 10 ans à compter de la réception
- pour la garantie de bon fonctionnement : à l'expiration d'une période de 2 ans à compter de la réception
- pour la garantie des dommages immatériels et des dommages aux existants : idem garantie des dommages de nature décennale

Toutefois, la garantie des dommages de nature décennale est acquise, conformément à l'article L 242-1 du code des assurances :

- avant réception, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, le contrat de louage d'ouvrage conclu avec l'entrepreneur est résilié pour inexécution par celui-ci de ses obligations.

- après réception et avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, lorsque, après mise en demeure restée infructueuse, l'entrepreneur n'a pas exécuté, dans le délai fixé au marché, ou à défaut dans un délai de 90 jours, son obligation de réparer.

Bâtiment D

Date d'ouverture du chantier : février 2025 (Cf 1^{er} OS joint en annexe)

Date réception prévisionnelle : janvier 2026 (bâtiment D)

Le planning est joint en annexe.

Bâtiment T

Ouverture du chantier prévue pour avril 2026 et réception (planning en attente) en septembre 2027

ARTICLE 6 – EXCLUSIONS

Il est expressément convenu que les assureurs excluent les dommages résultants :

- du fait intentionnel ou du dol du souscripteur
- des effets de l'usure normale, du défaut d'entretien ou de l'usage anormal
- des faits de guerre civile ou étrangère, ainsi que des actes d'attentats (au sens de la loi du 09/09/1986
- du risque nucléaire
- de catastrophes naturelles, au sens de la loi du 13/07/1982
- de tempêtes, au sens de la loi du 25/06/1990
- d'incendie ou d'explosion, sauf s'ils proviennent d'un sinistre garanti par le présent marché

NB : si l'assureur souhaite prévoir d'autres exclusions, il devra les proposer sous forme de variantes.

ARTICLE 7 - VALEURS D'ASSURANCES

7-1 Montant des garanties

L'assureur s'engage à prendre en charge les sinistres correspondants aux garanties souscrites, telles que définies à l'article précédent, selon les montants définis dans le tableau ci-après :

GARANTIES	MONTANT épuisable des garanties
Dommages de nature décennale	Coût total prévisionnel des travaux et honoraires TTC., soit 2 204 136 € (Montant indexé pendant la durée de la garantie sur l'indice BT 01)
Garantie de bon fonctionnement	10 % du montant de la garantie ci-dessus 220 413 euros
Garantie des dommages immatériels	10 % du montant de la garantie « dommages de nature décennale » ci-dessus, 220 413 euros
Garantie des dommages aux existants	10 % du montant de la garantie « dommages de nature décennale » ci-dessus, 220 413 euros

NB : les capitaux ci-dessus sont épuisables et peuvent être reconstitués, selon les dispositions de l'article 8.2 ci-dessous. Les montants sont exprimés TTC, le maître d'ouvrage ne récupérant pas la TVA.

(montants précis et détaillés / travaux et honoraires dans documents joints)

NB pour le bâtiment T à venir, les marchés de travaux ne sont pas encore passés ; le montant prévisionnel total TTC est de 8 156 838 €.

7-2 Garantie dommages de nature décennale

Il est convenu que les assureurs proposeront une offre sans franchise.

7-3 Variantes –

L'assureur mentionnera clairement, pour chaque garantie concernée, le montant des variantes éventuellement retenues.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS ET CLAUSES PARTICULIERES

8-1 Renonciation de l'assureur à l'application de certaines sanctions

Il est convenu expressément que l'assureur renonce à l'application des sanctions suivantes :

- Résiliation après sinistre
- Règle proportionnelle de capitaux (telle que prévue à l'article L 121-5 du code des assurances)
- Déchéance de garantie suite notamment à déclaration tardive de sinistre

8-2 Epuisement et reconstitution des garanties

Les montants de garanties définies à l'article 7 ci-dessus seront automatiquement réduits par les indemnités versées en cas de sinistre.

Toutefois, ces montants pourront être reconstitués après sinistre, sur demande de l'assuré et sous condition du versement d'un complément de prime dont le montant sera fixé par avenant.

8-3 Déclaration du coût définitif de la construction

Le Maître de l'ouvrage s'engage à communiquer à l'assureur le coût total définitif de l'opération (travaux et honoraires T.T.C.), dans le mois qui suit l'arrêté définitif des comptes.

Ce montant servira à l'assureur à établir un avenant de régularisation de prime, afin de tenir compte du coût réel de l'opération.

8-4 Communication des attestations d'assurance décennale des constructeurs

Le Maître de l'ouvrage s'engage à communiquer à l'assureur, les attestations d'assurance de responsabilité décennale des constructeurs concernés.

ARTICLE 9 - GESTION DES SINISTRES

9-1 Déclaration des sinistres

Le Maître de l'ouvrage s'engage à déclarer les sinistres survenus dans les deux mois suivant la date à laquelle son service assurances en aura eu connaissance.

9-2 Expertise des dommages

Pour tous les dommages, l'assureur indiquera le seuil d'expertise, c'est-à-dire le montant estimatif des dommages au-dessus duquel il missionnera un expert en vue de déterminer le montant exact des dommages subis.

Il est convenu que, lorsque les dommages seront inférieurs à ce seuil d'expertise, le Maître de l'ouvrage puisse faire procéder aux réparations immédiatement, sans attendre l'accord de l'assureur.

Au cas où une expertise serait nécessaire (c'est-à-dire au-dessus du seuil précédemment défini), l'assureur s'engage à missionner l'expert dans les 2 jours maximum suivant la réception de la déclaration de sinistre et à en informer immédiatement le Maître de l'ouvrage.

L'expertise doit avoir lieu dans la semaine suivant l'envoi de la mission ; à défaut, l'assureur autorise le Maître de l'ouvrage à faire procéder aux travaux de remise en état.

Les délais d'expertise sont ceux prévus dans le code des assurances, à l'article A 243-1 (notamment l'annexe II)

9-3 Paiement de l'indemnité

En cas de sinistre garanti, l'indemnité est payée par l'assureur dans les 15 jours suivant le dépôt du rapport de l'expert, ou suivant l'accord amiable ou judiciaire sur le montant de l'indemnité entre l'assureur et l'assuré.

Le cas échéant, et à la demande du Maître de l'ouvrage, il est convenu que l'assureur puisse payer directement l'entreprise ou les entreprises chargés de la remise en état.

A la demande de l'assuré, l'assureur devra verser une provision, au moins égale à 50% du montant estimé de tout sinistre garanti.

9-4 Contestation de l'indemnité

Au cas où le Maître de l'ouvrage serait en désaccord avec l'assureur sur le montant d'une indemnité, quelle que soit la garantie en jeu, chaque partie (assureur et assuré) désigne alors un expert pour procéder à une expertise amiable contradictoire.

Si les experts désignés ne trouvent pas un accord, l'assureur et l'assuré désignent alors d'un commun accord un troisième expert et s'en remettent à son avis.

En cas de désaccord sur le choix du troisième expert, sa désignation est faite par le Tribunal compétent du lieu du sinistre, sur demande d'une des deux parties ou de l'une seulement.

Les honoraires du tiers expert sont payés par moitié par l'assureur et le Maître de l'ouvrage.

ARTICLE 10 - SUIVI STATISTIQUE DU MARCHE

L'assureur s'engage à envoyer au Maître de l'ouvrage, tous les ans, à compter de la première année suivant la réception, l'état complet des sinistres concernant le présent marché. Cet état portera sur l'année civile précédente.

Tous ces états statistiques comporteront les renseignements suivants :

- liste complète des sinistres, par ordre chronologique de survenance
- indication, pour chaque sinistre :
 - de sa date de survenance
 - de sa nature (matériel, immatériel)
 - des garanties en jeu
 - des montants payés par l'assureur (indemnités, frais d'expertise ou autres)
 - des provisions subsistant éventuellement au moment de l'établissement de l'état
 - du montant des recours obtenus (par application du droit commun ou d'une convention de règlement des sinistres)
- indication des chiffres totaux par nature, catégories et périodes.

ARTICLE 11 - DESIGNATION DU GESTIONNAIRE DU MARCHE

L'assureur désignera au stade de l'offre une ou plusieurs personnes ayant en charge la gestion du présent marché, que les services du Maître de l'ouvrage auront comme interlocuteur(s) privilégié(s). Les coordonnées complètes seront indiquées dans l'offre.

Ces personnes devront avoir un pouvoir de décision, notamment dans les domaines suivants :

- nomination des experts
- règlement et paiement des sinistres
- conseil et explication sur des points techniques ou juridiques précis relatifs aux clauses du marché
- décomposition de la prime

ANNEXES

- programme de l'opération (deux bâtiments)
- 1^{er} OS (ouverture du chantier)
- liste des intervenants
- Marchés
- Marché du contrôleur technique et RICT
- Autorisation de travaux
- Planning
- Montants des travaux et honoraires détaillés
- Attestations assurance décennale